

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 20/00

ÉFAI – 000047 – AMR 51/14/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

PEINE DE MORT / PRÉOCCUPATIONS D'ORDRE JURIDIQUE

ÉTATS-UNIS
(TEXAS)

Odell Barnes Jr., noir, 31 ans

Londres, le 27 janvier 2000

Odell Barnes doit être exécuté dans l'État du Texas le 1^{er} mars 2000, pour le meurtre d'Helen Bass tuée à Wichita Falls en 1989. De sérieux doutes subsistent concernant sa culpabilité.

Le corps d'Helen Bass a été découvert dans sa chambre le 30 novembre 1989. Elle avait été assommée et présentait des marques de blessures par balle et par arme blanche. Des examens médico-légaux ont permis d'établir qu'une empreinte digitale relevée sur la lampe de chevet (peut-être utilisée pour assommer la victime) appartenait à Odell Barnes et que deux petites taches de sang découvertes sur sa salopette correspondaient au groupe sanguin de la victime (correspondance qui a été ultérieurement confirmée par des tests d'ADN). L'examen d'échantillons de sperme prélevés sur les lieux du crime ont permis de déterminer qu'il était du même type que celui d'Odell Barnes (ce que des tests d'ADN ont également confirmé par la suite) ; il n'a cependant pas été établi que Wichita Bass avait été victime de violences sexuelles. Selon un témoin oculaire, Odell Barnes se trouvait sur les lieux du crime, tandis qu'un autre témoignage a établi un lien entre lui et l'arme à feu probablement utilisée pour commettre le meurtre (qui appartenait à Helen Bass). Odell Barnes a été reconnu coupable et condamné à mort en 1991.

Néanmoins, les investigations menées par les avocats qui le défendent actuellement ont remis en question la fiabilité des éléments sur la base desquels Odell Barnes a été reconnu coupable. Ces investigations ont jeté le doute sur sa culpabilité et démontré l'incompétence dont avaient fait preuve les avocats qui le défendaient au cours de l'instruction et de son procès.

Ainsi, un expert a découvert que les minuscules taches de sang relevées sur la salopette contenaient un agent conservateur utilisé pour le stockage du sang. Il a conclu de la quantité d'agent conservateur présente dans les taches que ce sang ne provenait pas directement de la victime, mais qu'il avait été répandu, involontairement ou à dessein, sur la salopette après le crime.

Deux experts ayant réexaminé les éléments de preuve collectés sur les lieux du crime ont conclu que les vêtements du (ou des) auteur(s) devaient être couverts de sang.

Selon ces deux mêmes experts, l'enquête menée sur les lieux du crime par les représentants de l'État a été « bâclée et contraire aux règles professionnelles », et conduite au mépris des procédures prévues en la matière. Apparemment, la police a reconnu elle-même ces carences, ce qui a conduit à une « révision » des procédures à la suite de l'affaire Bass.

Des éléments scientifiques laissent à penser que le sperme aurait pu être déposé plusieurs jours avant le crime, ce qui confirme les allégations d'Odell Barnes (étayées par d'autres), qui affirme avoir eu des relations sexuelles librement consenties avec Helen Bass.

Le fils de cette dernière a déclaré que la lampe se trouvait dans la chambre de sa mère depuis au moins cinq ans au moment de sa mort. Au cours du procès, l'accusation a pourtant affirmé qu'elle n'en avait fait l'acquisition que depuis peu et qu'Odell Barnes ne pouvait donc y avoir laissé son empreinte digitale avant le crime (la famille Barnes connaissait Helen Bass et plusieurs personnes ont déclaré qu'Odell Barnes lui avait rendu visite chez elle à plusieurs reprises).

D'après le témoin qui prétend avoir vu Odell Barnes quitter le domicile de la victime, ce départ a eu lieu environ quarante-cinq minutes avant qu'elle ne rentre chez elle.

Selon certaines informations, dissimulées aux avocats qui défendaient Odell Barnes en première instance, un témoin à charge clé, Pat Williams, a bénéficié d'une libération assortie d'une mise à l'épreuve en lieu et place d'une peine d'emprisonnement pour une infraction à la législation sur les stupéfiants, après avoir accepté de témoigner contre Odell Barnes ; or à l'époque, le comté avait apparemment pour règle d'exclure tout « marchandage judiciaire » dans les affaires de drogue.

Les défenseurs actuels d'Odell Barnes ont découvert des éléments indiquant qu'un autre témoin à charge, Johnny Ray Humphrey, dont la déposition avait permis d'établir le lien entre Odell Barnes et l'arme à feu, avait été vu en train de sortir du domicile d'Helen Bass la nuit du crime.

Une femme, qui était incarcérée dans la maison d'arrêt du comté de Wichita en 1996, a déclaré avoir entendu une autre femme (qui était la petite amie de Pat Williams en 1989) dire à des codétenues que « Pat », « Johnny Ray » et « Delbert » étaient venus dans son appartement la nuit du meurtre d'Helen Bass, couverts de sang et munis d'armes à feu, ajoutant que « Johnny Ray » l'avait menacée en ces termes : « Je te tuerais comme j'ai tué Mme Helen Bass. »

Une autre femme a fait une déposition impliquant dans le meurtre son ancien petit ami, Randy Lee Harper. Elle a affirmé que la

nuit du crime, il était couvert de sang et avait une arme à feu, ajoutant qu'il l'avait menacée pour qu'elle lui fournît un alibi.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Il s'est avéré dans de nombreuses affaires de crimes passibles de la peine capitale que la justice américaine était loin d'être infaillible. Ces erreurs judiciaires répétées ont notamment pour origine le recours à des témoignages et à des éléments matériels sujets à caution, les irrégularités commises par des policiers et des représentants du ministère public, ainsi que l'incompétence dont font preuve certains avocats de la défense. Depuis 1973, plus de 80 personnes emprisonnées dans les couloirs de la mort américains ont été remises en liberté après que la preuve de leur innocence eut été apportée.

Le gouverneur George W. Bush a déclaré qu'il n'interviendrait dans des affaires de crimes passibles de la peine capitale que si des doutes subsistaient quant à la culpabilité du condamné. À ce jour, le seul prisonnier dont il ait commué la peine pour ce motif depuis qu'il exerce les fonctions de gouverneur du Texas est Henry Lee Lucas, qui a été gracié en 1998.

ACTION RECOMMANDÉE : **télégramme / fax / lettre exprès / lettre par avion** (en anglais, en français ou dans votre propre langue) :

Rédigez vos appels en utilisant vos propres mots et en vous inspirant des recommandations qui figurent ci-après.

- faites part de votre compassion pour les proches des victimes de meurtre ;
- dites-vous préoccupé à l'idée qu'Odell Barnes doit être prochainement exécuté, alors que de sérieux doutes subsistent quant au fait de savoir s'il est effectivement coupable du meurtre d'Helen Bass, et que les éléments sur lesquels se fondent ces doutes n'ont pas été examinés en audience publique ;
- soulignez qu'à l'insu du jury, un témoin à charge clé s'était apparemment vu offrir de déposer contre Odell Barnes dans le cadre d'un « marchandage judiciaire » ;
- mettez en avant les doutes exprimés concernant la fiabilité des preuves matérielles utilisées dans cette affaire, notamment les conclusions de l'expert selon lequel le sang de la victime a été répandu, involontairement ou à dessein, sur la salopette d'Odell Barnes après le crime ;
- soulignez que deux experts ont estimé que l'enquête menée par la police sur les lieux du crime avait été « bâclée et contraire aux règles professionnelles » ;
- faites valoir que les déclarations de nouveaux témoins impliquent d'autres personnes dans ce crime, y compris des témoins à charge clés ;
- rappelez que le gouverneur George W. Bush a affirmé qu'il n'userait des pouvoirs dont il dispose en matière de sursis et de commutation de peine que dans les cas où subsistent des doutes quant à la culpabilité du condamné ;
- soulignez que depuis 1973, plus de 80 personnes emprisonnées dans les couloirs de la mort américains ont été remises en liberté après que la preuve de leur innocence eut été apportée ;
- demandez instamment qu'Odell Barnes soit gracié.

APPELS À :

Président du Comité des grâces et des libérations
conditionnelles du Texas :

Gerald Garrett

Chairman of the Board of Pardons and Paroles

Executive Clemency Unit

Price Daniel, Sr. Bldg.,

Texas Board of Pardons and Paroles

PO Box 13401, Austin, TX 78711-3401

États-Unis

Fax : 1 512 463 8120

Formule d'appel : *Dear Mr Chairman,* / Monsieur le

Président,

Gouverneur du Texas :

The Honorable George W. Bush

Governor of Texas, PO Box 12428,

Austin, TX 78711-2428, États-Unis

Télégrammes : Governor Bush, Austin, Texas, États-Unis

Fax : 1 512 463 1849

Formule d'appel : *Dear Governor,* / Monsieur le Gouverneur,

COPIES aux représentants diplomatiques des États-Unis dans votre pays.

Vous pouvez également adresser des lettres brèves (pas plus de 250 mots) faisant état de vos motifs de préoccupation aux rédacteurs en chef des journaux suivants :

Letters to the Editor
Wichita Falls Times Record

PO Box 120, Wichita Falls

TX 76307, États-Unis

Fax : 1 940 767 1741

Courriers électroniques :

wilsonc@wtr.com

Letters to the Editor
Austin American-Statesman

305 South Congress Avenue

Austin, TX 78704, États-Unis

Fax : 1 512 445 1701

Courriers électroniques :

roppel@statesman.com

Letters to the Editor
Houston Chronicle

801 Texas Avenue, Houston

TX 77002, États-Unis

Fax : 1 713 220 6677

Courriers électroniques :

viewpoints@chron.com

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

*a version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*